

Frédéric MAILLOT
Député de La Réunion

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

M. Emmanuel MACRON
Président de la République
55, rue Faubourg Saint-Honoré
75 008 Paris

Saint-Denis, le 11 mars 2024

Objet : Renouvellement des flottes de pêches Réunionnaises

Monsieur le Président de la République,

« *Tout le monde pêche chez nous, grâce à nous, sauf nous !* ».

Face aux inquiétudes des acteurs de la pêche réunis au sein du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de La Réunion, je souhaite vous interroger sur l'urgence d'un soutien au niveau de la Commission européenne pour la défense de nos pêcheurs Réunionnais s'agissant du renouvellement de nos flottes de pêches.

Il semble que la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE), pour une année supplémentaire, souhaite refuser et donc priver la possibilité de bénéficier d'aides d'Etat pour le renouvellement des flottes de pêches de La Réunion avec un motif sans réel fondement que nous contestons, celui de la protection de la ressource dans le bassin Océan Indien.

Monsieur le Président, si cette décision venait à être confirmée, elle serait une terrible injustice pour les professionnels de la pêche à La Réunion. En effet, il n'est point besoin de rappeler que la présence Française et donc Européenne dans le bassin Océan Indien notamment à travers sa zone économique exclusive (ZEE) du fait de la présence de La Réunion, de Mayotte et des TAAF, confère à la France une position géo-économique et politique de premier plan. À noter que les pêches pratiquées par nos flottes sont contrôlées et suivies de façon exemplaire et que la chasse aux navires INN, depuis une trentaine d'années, doit beaucoup à la présence de nos navires sur zone.

C'est grâce à nos populations vivant à La Réunion et à Mayotte que l'Europe bénéficie d'un siège à la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI) lui permettant d'octroyer des licences de pêche et des quotas à des navires battant pavillons, non seulement Français, mais aussi Grec et Espagnol.

L'autre paradoxe est que l'Union européenne à travers sa politique de coopération avec notre île sœur, Maurice, lui permet via les financements accordés pour le développement, d'investir dans la modernisation de sa flotte de pêche.

Pour rappel, la quantité de poissons pélagiques péchés par l'ensemble de nos pêcheurs de La Réunion s'élève à 4 000 tonnes par an alors que 655 000 tonnes par an sont prélevées par la totalité des armements dans l'Océan Indien.

Par notre présence, l'Europe bénéficie de plus de 100 000 tonnes de quotas à distribuer aux armateurs européens.

Monsieur le Président, les pêcheurs Réunionnais souhaitent être reconnus et intégrés dans de ce que La Réunion offre à La France et à l'Europe, par sa présence dans le bassin Océan Indien et qui fait son autorité lors des négociations internationales, incluant la stratégie française en indopacifique mais hélas insuffisante pour les acteurs économiques locaux de la pêche.

Monsieur le Président, considérant notre position géostratégique, les difficultés économiques du secteur de la pêche à La Réunion et le vieillissement de ses flottes de pêches, nous opposer l'argument de la protection des ressources, bien que nécessaire, est injuste au regard de nos faibles capacités comparativement aux moyens colossaux des armements étrangers et partenaires.

C'est la raison pour laquelle, je sollicite votre autorité pour faire entendre à la Présidente de la Commission européenne avant le 31 mars, que nos populations et acteurs économiques doivent en premier lieu bénéficier des atouts géo-économiques de leur bassin naturel et que nous ne souhaitons pas être uniquement un paravent pour l'Europe ou des confettis de la République dans l'Océan Indien, mais des acteurs économiques influents ayant une vraie politique maritime et de pêche facteur d'emplois et de richesse à partir de notre territoire.

Compte tenu du rang de la France, deuxième puissance maritime du monde après les Etats-Unis, grâce à nos territoires ultramarins, les pêcheurs de La Réunion comptent sur votre engagement à défendre nos intérêts pour plus d'équité et plus largement, de respect pour nos peuples d'Outremer.

Dans l'attente d'une décision favorable, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma considération distinguée.

Frédéric MAILLOT

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Frédéric Maillet". The signature is fluid and cursive, with the name written twice, once above the other, and the word "Maillet" written vertically along the right side of the signature.